

RELATIONS PRESSE CONFEDERALES



Déclaration du Bureau confédéral de la CGT

Le Bureau confédéral de la CGT alerte sur la gravité de la situation du pays

Depuis des années, la CGT tire, en vain la sonnette d'alarme sur l'ampleur de la colère face à la violence des politiques patronales et gouvernementales : les passages en force sont devenus la norme, la démocratie sociale est méthodiquement mise à mal par les gouvernements et le patronat, les travailleurs et travailleuses et les services publics sont asphyxiés pour préserver les profits des multinationales et des ultra riches, les licenciements atteignent des records. Après 10 ans de macronisme, le pays craque de toutes parts.

Après la réussite de la journée de grève et de manifestation du 29 septembre, puis de la mobilisation lycéenne et étudiante, la journée du 17 octobre montre un nouvel élargissement de la mobilisation. 800 000 personnes ont manifesté avec joie, inventivité et détermination partout en France contre la vie chère et en soutien aux revendications des jeunes.

La journée a malheureusement été gâchée par de nombreuses dégradations et par une stratégie de maintien de l'ordre dangereuse. Après la violente répression de la mobilisation lycéenne et étudiante, la CGT condamne les graves violences commises le 17 octobre : plutôt que de se concentrer sur le maintien de l'ordre, la doctrine sécuritaire du gouvernement a ciblé de nombreux manifestant-es pacifiques qui ont été blessé-es, des milliers de manifestant-es ont été nassé-es, nos services d'ordre ont été parfois ciblés, le nombre de gardes à vue abusives est exponentiel, une jeune fille de 17 ans a perdu son œil, un jeune homme de 17 ans a perdu sa main, le carré de tête intersyndical de la manifestation de Toulouse a été visé par une grenade et quatre dirigeantes syndicales de la CGT et de la FSU ont été blessées, deux décès sont aussi à déplorer samedi et dimanche à Paris dont les circonstances doivent encore être éclaircies.

Cette spirale de la répression et de la violence doit cesser. La CGT demande la mise en place d'une commission d'enquête pour faire toute la lumière sur ces faits.

La CGT le rappelle, les dégradations sont toujours instrumentalisées par le pouvoir, le patronat et l'extrême droite pour faire diversion des revendications et pour justifier la répression et les remises en cause des libertés publiques. Elle apporte tout son soutien aux salarié-es privé-es de leur travail à la suite des dégâts dans les mairies, services publics et commerces. La CGT demande à ce que leur salaire soit maintenu à 100 %.

La seule voie de sortie de crise est la réponse immédiate aux revendications sociales exprimées depuis des mois. La CGT dénonce le discours méprisant et moralisateur du président de la République. On ne répond pas à une mobilisation sociale par des mesures sécuritaires et répressives. On y répond par des solutions politiques.

La CGT appelle à l'ouverture immédiate de négociations avec les organisations syndicales et de jeunesse. Les revendications sont claires : la fin de Parcoursup, des moyens pour les lycées et les

RELATIONS PRESSE CONFEDERALES



universités, l'augmentation des salaires, du Smic, et du point d'indice des fonctionnaires, des pensions, des bourses étudiantes et de toutes les prestations sociales, l'abandon de la taxation des malades et des coupes dans les services publics à commencer par les hôpitaux, le blocage des prix et l'arrêt des licenciements.

La CGT appelle l'ensemble des travailleuses et des travailleurs à continuer à se mobiliser pacifiquement et à se réunir partout, sur leurs lieux de travail pour décider de leurs revendications et de la grève de façon à faire du 5 novembre prochain une grande journée de convergence, de grèves et de manifestations.

Face à la stratégie du chaos déployée par le gouvernement, gardons le cap sur nos revendications, soyons mobilisé-es jusqu'à leur satisfaction.

Montreuil, le 19 octobre 2026